

Rapport annuel 2009

I luxorr et le droit d'auteur dans la société de l'information

Au cours de l'exercice 2009, l'importance économique, sociale et culturelle de la protection des droits intellectuels en général et des droits d'auteur en particulier dans le contexte de la nouvelle stratégie 2020 de l'Union européenne a été reconfirmée. La Commission européenne nouvellement élue a d'ailleurs annoncé que la progression de l'économie dite digitale nécessiterait une protection accrue des investissements immatériels, surtout dans le contexte de l'industrie des contenus sur internet.

Alors que les autorités publiques luxembourgeoises sont restées sensibles à la problématique des infractions à la législation sur la propriété intellectuelle, certaines dispositions réglementaires n'ont toujours pas encore été transposées, telles le droit à rémunération des auteurs et éditeurs pour l'utilisation de leurs œuvres dans le cercle de la vie privée (« copie privée ») ou encore le droit de location. Par ailleurs, les revenus engendrés par la valorisation des droits d'auteurs n'ont pas bénéficié des abattements accordés par la récente réforme fiscale à d'autres produits de la propriété intellectuelle. luxorr a continué à rappeler ces imperfections vis-à-vis des autorités compétentes et elle a souligné l'importance de règles claires à l'aube de l'ère digitale notamment.

Avec des moyens toujours limités, luxorr a continué à relever avec une grande intensité de ses deux missions que sont l'autorisation des utilisateurs publics et privés essentiellement de droits de reproduction et l'information/la sensibilisation des acteurs.

II La communication

Au-delà de la communication interne, luxorr a intensifié en 2009 la communication externe avec les autorités nationales et européennes, tant du point de vue de l'ayant droit que de celui du titulaire de droits.

Par ailleurs, les échanges d'informations avec les ayants droit individuels et collectifs ont, eux-aussi, connu une nette progression qualitative et quantitative, que ce soit au niveau national avec les associations représentatives d'auteurs/éditeurs de textes et/ou d'œuvres visuelles ou internationalement avec les sociétés de gestion de droits apparentées organisées au sein de ifrro (International Federation of Reproduction Rights Organizations).

Communication fut évidemment aussi le mot d'ordre par rapport aux autorités gouvernementales, ministérielles et administratives luxembourgeoises. Les échanges entre luxorr et le Ministre de l'Economie, respectivement le Commissaire national pour les droits d'auteur, ont continué, voire ont été renforcés en 2009 à la satisfaction des parties. L'intention du Ministère de l'Economie et plus précisément de la Direction de la Propriété intellectuelle en son sein de faire naître une plate forme nationale en matière de droits intellectuels a été suivie avec intérêt et luxorr a manifesté sa disponibilité à y contribuer constructivement selon les formules retenues. Toujours est-il que la Commission nationale pour les droits d'auteur, appelée à regrouper les acteurs nationaux, n'a pas encore siégé depuis la publication du règlement grand-ducal en la matière.

En ce qui concerne les moyens de communication avec les utilisateurs de droits et le grand public, luxorr a amélioré ses canaux d'information que sont son site internet www.luxorr.lu et complété la gamme de ses publications « off line ». Dans le contexte de la promotion culturelle, l'association a participé activement à l'Année Européenne 2009 de la Créativité et de l'Innovation au Luxembourg », une initiative de l'Union européenne déclinée aussi au Luxembourg. C'est précisément au cours de la Semaine nationale de la Créativité et de l'Innovation dans les locaux de la Luxexpo à Luxembourg-Kirchberg que luxorr a déployé son projet intitulé « Comprendre la valeur des droits d'auteur par l'exemple d'une œuvre audiovisuelle », en collaboration avec la Sacemlux et l'Algoa. La présentation du film de Pol Cruchten s'est notamment faite en présence de l'auteur Jhemp Hoscheit, dont l'œuvre littéraire dénommée « Perl oder Pica » est à la base, et d'autres ayants droits comme Gast Waltzing pour l'aspect musique de film. Afin de promouvoir la créativité et le respect devant cette dernière à travers les droits d'auteur, luxorr a coédité avec Luxinnovation et la fédération professionnelle des éditeurs luxembourgeois une publication intitulée « 2009 Année Européenne de la Créativité et de l'Innovation au Luxembourg – Luxembourg Goes Creative » qui a été largement distribuée sous format papier et électroniquement. L'œuvre comporte deux parties, dont la première qui décrit le bilan des activités déployées à longueur d'année et la deuxième une partie théorique synthétique sur la propriété intellectuelle et les droits d'auteur.

Au niveau de la promotion culturelle et notamment dans le cadre de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur du 23 avril 2009, luxorr a réorganisé des lectures dans des établissements scolaires secondaires et offert aux jeunes des séminaires d'information et de sensibilisation sur la propriété intellectuelle en général et les droits d'auteur plus particulièrement. Par ailleurs, luxorr a activement participé à la deuxième édition du IP Day Luxembourg en date du 28 avril 2009 à la Chambre de Commerce.

III Le monde international de la gestion de droits

Dans le contexte de plus en plus international des droits intellectuels, luxorr a contribué à travers des rapports oraux et écrits aux événements et publications de plusieurs organismes internationaux, tels Ifrro (International Federation of Reproduction Rights Organizations) dans le domaine des droits de reproduction ou encore Plr (International Public Lending Right) pour le droit de prêt public d'œuvres protégées. En cours de route, plusieurs utilisateurs du secteur économique et institutionnel domiciliés à Luxembourg actifs à l'échelle internationale ont manifesté leur intérêt de considérer luxorr comme interlocuteur contractant unique leur permettant d'utiliser en toute légalité et de façon administrativement simple un large répertoire d'œuvres dont la provenance est étrangère.

IV La législation en matière de droit intellectuel

Au cours de l'exercice sous revue, luxorr a continué systématiquement à suivre et à commenter les initiatives législatives et réglementaires en matière de droit intellectuel en général et plus spécialement de droit d'auteur, que ce soit internationalement et/ou en Europe.

Dans ce contexte et spécialement au niveau du droit communautaire, les projets législatifs relatifs à la confirmation et le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle et des droits d'auteur formulés dans le projet de loi constitutionnelle de l'Union européenne et de la proposition de directive sur le raffermissement du dispositif pénal en cas d'infraction du droit intellectuel sont devenus plus concrets. Par ailleurs, il a été noté que la Commission de l'Union européenne semble être favorable à une extension substantielle de la durée de protection des droits d'auteur.

En ce qui concerne la législation luxembourgeoise, luxorr, de concert avec les autres sociétés de gestion, a continué à revendiquer l'introduction d'urgence d'un modèle d'indemnisation des titulaires de droits d'auteur en matière de reproduction d'œuvres protégées dans le cadre de la vie privée familiale (« copie privée »), une rémunération qui existe depuis longtemps et d'une façon efficace, à travers le monde et surtout auprès des pays voisins du Grand-Duché de Luxembourg, tels le Royaume de Belgique, la France ou encore la République fédérale d'Allemagne.

Un autre point fort de l'exercice 2009 était le projet « Google Book Search » de l'entreprise américaine « Google », dont la réalisation a mené à de nombreuses numérisations illicites d'œuvres protégées. Une jurisprudence a d'ailleurs établi ce fait d'illégalité et invité cet acteur de l'internet à dédommager les parties lésées au niveau mondial.

V La gestion du droit de reproduction

A. La gestion du droit de reproduction publique

Au niveau de la gestion proprement dite des droits, le droit de reproduction publique par reprographie et par numérisation constitue la première activité de base de luxorr. Cette activité a trait à la gestion des mandats des ayants droit, dont les œuvres sont protégées, et à l'octroi de licences d'utilisation de ce type de droit aux utilisateurs publics et privés.

Au niveau des licences d'utilisation du droit de reproduction publique, luxorr a poursuivi en 2009 les négociations entamées avec le secteur public. Ces instruments sont appelés à régulariser l'utilisation de certains droits d'auteur dans le secteur public (administration étatique, enseignement, administration communale), que ce soit dans le domaine de la reproduction par reprographie et/ou par numérisation d'œuvres protégées. Ces négociations ont été formalisées durant l'exercice social 2007 dans la mesure où au niveau de l'Etat luxembourgeois le Conseil de Gouvernement a décidé en sa séance du 27 avril 2007 d'instituer un groupe de travail chargé d'élaborer un contrat cadre entre l'Etat et luxorr concernant l'utilisation de droits par les utilisateurs publics. Une ligne budgétaire correspondante a par ailleurs été inscrite dans la loi budgétaire 2008, 2009 et 2010. Alors que les négociations ont continué 2009, la conclusion de l'accord se fait toujours attendre. Alors les négociations entre luxorr et l'Université du Luxembourg se sont soldées par une convention en 2009, la légalisation du secteur hospitalier à travers une convention cadre entre luxorr et l'EHL (Entente des Hôpitaux Luxembourgeois) n'a toujours pas été réalisée au motif que les acteurs de ce secteur préfèrent attendre la conclusion de l'accord cadre avec l'Etat. Une procédure analogue « contrat cadre » destinée à légaliser l'utilisation des droits gérés par luxorr a été lancée au sein de la Conférence des Secrétaires généraux et des Chefs d'administration des Institutions et Organes communautaires installés à Luxembourg. La conclusion d'un accord entre l'Union européenne et luxorr devrait intervenir au cours de l'année 2010. Une première licence luxorr avait au préalable été conférée à la Commission de l'Union européenne à travers un contrat bilatéral en vue de l'utilisation du droit de reproduction par numérisation d'articles de presse luxembourgeois dans un environnement informatique du type intranet.

Dans le secteur des utilisateurs privés, la mission première de luxorr i.e. la délivrance d'autorisations de reproduction a été intensifiée aussi bien dans le domaine de la reproduction par reprographie que dans celui de la numérisation notamment de panoramas de presse électroniques sur réseau informatique du type « intranet ». En 2009 luxorr a dû se limiter au suivi des licences digitales octroyées dans le contexte des contrats cadre sectoriels (finances, industrie). Pourtant, la négociation d'autres contrats cadres sectoriels a été poursuivie au cours de l'année 2009 dans d'autres secteurs de l'économie, tels les services, instruments qui sont appelés à être finalisés dans les meilleurs délais. Ces contrats permettent notamment aux utilisateurs de droits

1. de légaliser leur utilisation des droits d'auteur,
2. de démontrer ainsi leur respect devant la créativité et l'innovation,
3. d'obtenir une sécurité juridique dans un domaine sensible,
4. de pouvoir utiliser à la fois un répertoire national et international de droits,
5. d'être régulièrement informés sur l'évolution rapide et complexe en matière de droits d'auteur
6. et finalement de bénéficier de tarifs d'utilisation préférentiels tout en évitant de devoir négocier des accords bilatéraux avec luxorr.

B. La gestion du droit de reproduction privée

Le deuxième droit géré par luxorr dans le cadre du droit de reproduction est celui de la reproduction dans le cercle privé de la vie familiale (droit dit de « copie privée»). A côté de la gestion du droit de reproduction publique (réalisée dans un environnement public professionnel ou assimilé) d'œuvres protégées, luxorr s'est en effet aussi penchée sur l'aspect de la reproduction privée de ces œuvres dans le cadre privé, dont la réglementation grand-ducale – pourtant prévue par la loi de 2004 sur les droits d'auteur - fait malheureusement toujours défaut à l'heure actuelle – aucun changement n'a donc été enregistré en 2009.

luxorr a affirmé sa volonté de contribuer à la définition d'un modèle de compensation des titulaires de droits équitable, transparent, compétitif et facile d'application, qui tienne compte des points de vue de tous les acteurs impliqués (autorités politiques et administratives, auteurs, éditeurs, distributeurs, industrie des appareils et des supports d'enregistrement, consommateurs...). Dans ce contexte elle a réuni successivement les acteurs concernés afin de pouvoir contribuer à l'introduction – à l'image d'une panoplie d'autres pays - d'une cotisation « droits d'auteur » (« droit luxorr ») à prélever sur le prix de vente d'appareils permettant la reproduction de textes et d'œuvres picturales (et autres types de créations : musique, vidéo...) et de supports d'enregistrement de ces derniers.

Dans ce contexte, luxorr a salué l'annonce par les autorités européennes d'un Livre vert en la matière et l'institution d'un groupe de travail constitué par l'Administration de la Commission européenne, les titulaires de droits et les industries concernées (hardware et supports d'enregistrement). Les conclusions dudit groupe, attendues pour 2009, n'ont malheureusement pas vu le jour jusqu'à la date de rédaction du présent rapport..

VI La gestion du droit de prêt public

A côté du droit de reproduction, la deuxième mission de base de luxorr concerne la gestion collective du droit de prêt d'œuvres protégées dans les établissements de prêt accessibles au public tels les bibliothèques étatiques, communales ou autres.

Le règlement grand-ducal afférent a sorti ses effets le 8 janvier 2007, de sorte que luxorr a pu continuer en 2009 la gestion du deuxième type de droit pour laquelle elle a été autorisée par son ministère de tutelle, en l'occurrence le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.

VII Les droits d'auteur dans l'environnement digital

Au cours de l'exercice social sous revue, les services de luxorr ont suivi l'évolution hautement complexe et rapide des droits intellectuels en général et des droits d'auteur plus spécialement dans le contexte de la digitalisation croissante des contenus, donc aussi des textes et œuvres picturales fixes, et plus spécialement sur internet.

VIII Une demande croissante en gestion et offre de droits intellectuels

Au cours de l'exercice social 2009 et comme au cours des exercices suivants, luxorr a privilégié la mise en place d'un système de gestion efficace du droit de reproduction et de prêt public des œuvres au profit de ses membres mandants. Or, dans le contexte d'une communication très intense avec auteurs et éditeurs, mais aussi avec les utilisateurs de droits, elle a enregistré une demande croissante en information et autres services de gestion dépassant largement les droits de reproduction et de prêt public. Dans ce contexte et à titre d'exemple, certains acteurs ont regretté l'absence d'une approche de protection systématique en matière de programmes d'ordinateur.

Afin de pouvoir satisfaire une demande croissante d'accessibilité/offre en ligne de droits intellectuels de tout genre, le Secrétaire général de luxorr a conçu et proposé aux organes de l'association la réalisation d'une plate-forme luxembourgeoise de négoce de contenus et de droits numériques. Une première émanation de ce projet, axée sur les contenus dont certains droits d'utilisation sont gérés par luxorr, est projetée pour fin 2010 et devrait intégrer des aspects comme les contenus qui ne sont plus disponibles dans les circuits commerciaux (« out of print works ») ou encore les œuvres dites « orphelines » (« orphan works »). La plate-forme sera dénommée « lord » (Luxembourg Online Rights Desk) et constituera le premier registre public de droits d'auteur au Grand-Duché de Luxembourg.

www.luxorr.lu